

Alerte au sud!

Les autorités mauritaniennes semblent avoir définitivement exorcisé le danger potentiel qui pourrait venir de la vallée, tout accaparées par leur lutte acharnée contre l'islamisme. Pourtant, une véritable bombe sociale dort du côté des 260 camps de réfugiés, éparpillés entre Saint Louis et Bakel, dans le nord-est du Sénégal, si l'on en croit certaines sources.

Si pour plusieurs observateurs mauritaniens, le problème des réfugiés mauritaniens au Sénégal est définitivement clos, certains responsables d'association d'aides aux réfugiés estiment pour leur part que la situation désastreuse des réfugiés constitue aujourd'hui un véritable terreau à l'insécurité entre la Mauritanie et le Sénégal. S'en prenant au président Abdoulaye Wade qu'ils accusent d'avoir privilégié les intérêts du Sénégal sur les leurs, ils estiment que leur problème constitue une véritable bombe qu'il est urgent de désamorcer.

Les autorités mauritaniennes estiment pour leur part que ce dossier a été clos définitivement le jour où elles ont ouvert les frontières, refusant tout marchandage sur un retour conditionné et organisé. Il faut rappeler qu'aux premiers années qui ont précédé les événements de 1989, le combat était mené sur tous les fronts par des groupuscules radicaux coiffés par des leaders charis-

matiques de mouvements extrémistes. Le Sénégal de Abdou Diouf a failli tomber dans le piège de l'escalade, mais a dû rapidement se ressaisir. C'était l'époque de la grande mobilisation, des déclarations intempestives dans les médias et les forums internationaux. Devant l'intransigeance des autorités mauritaniennes, qui ont rejeté toute négociation sur un retour conditionné, le mouvement fut entamé avec le départ du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) en 1995. La Communauté mondiale se détournait ainsi de la question. Du coup, le problème des réfugiés mauritaniens devenait de la pacotille, sans aucun intérêt sur le marché international.

Ainsi, les velléités de récupérer le mouvement et d'en tirer des dividendes politiques s'émoussent, poussant les têtes pensantes du "retour avec condition", à choisir l'exil ailleurs ou le retour en catimini en Mauritanie. L'aile dure de la contestation sera définitive-

ment abattue par le démantèlement des FLAM, dont les chefs, acheminés par vol spécial, furent autorisés à s'installer aux USA. La paix dans la Vallée devenait une priorité et une raison d'État. Aujourd'hui, les autorités sénégalaises, soucieuses de préserver leur lien privilégié avec la Mauritanie, s'emploient progressivement à démanteler les camps, empêchant la concentration des réfugiés. Malgré l'étau qui se resserre de plus en plus autour d'elles, les plongeant dans des conditions de vie insupportables, certaines des populations des camps refusent encore l'intégration offerte par le Sénégal.

Mais le danger craint de part et d'autre ne sera peut-être nullement insurrectionnel ou armé, mais pire. Il viendra sous la forme d'une vague humaine dont l'insertion doit dès à présent faire l'objet d'une étude prévisionnelle.